

Derrière son regard pénétrant et son franc-parler, Frédéric Fappani-Von Lothringen est un fervent défenseur d'une jeunesse militante qu'il analyse dans le monde entier. À la tête d'une ONG internationale, Les cercles nationaux de réflexion sur la jeunesse, présente dans une vingtaine de pays, ce chercheur chevronné a choisi les zones de conflit comme objet de ses études, de la crise Ebola en Guinée à la guerre civile en Centrafrique.

C'est dans ce cadre qu'il a été convié à une table ronde du club de réflexion d'Henri Malosse, Pensà l'avene, pour laquelle il est intervenu sur la question de "l'émancipation de la Corse". Un vaste dossier sur lequel il a posé son regard à travers le prisme de l'amnistie des indépendantistes et des jeunes "prisonniers politiques".

Vous êtes à la tête d'une ONG qui œuvre "pour la jeunesse dans le monde", quels sont les objectifs et les actions que vous poursuivez ?

Notre ONG intitulée Les cercles nationaux de réflexion sur la jeunesse, possède 23 structures dans plusieurs pays. Elle existe officiellement depuis 2011 en tant qu'association et seulement depuis 2013 en tant qu'organisation non gouvernementale. Nous avons un statut consultatif auprès de l'ONU. Pour obtenir ce statut, il faut avoir moins de 5% d'argent public dans son fonctionnement. Nous en avons 0%, dans tous les Etats où nous sommes présents. Cela veut dire aussi que nous avons une liberté de ton. Notre siège est à Paris et nous fonctionnons de manière fédérale. Nous vivons des dons de citoyens et en fonction des projets précis connus. Il n'y a pas un seul salarié dans l'ONG. Tout le monde a un travail à côté. Nous avons constaté que le thème de la jeunesse était maltraité. Nous avons pu démontrer tout un tas de dysfonctionnements dans la société française. Nous voulons influencer les débats d'idées, les réformes politiques.

Comment en êtes-vous venu à la question corse ?

Nous l'avons abordée à travers le prisme de sa jeunesse militante. La façon dont elle était traitée nous a particulièrement choqués. La société corse a connu un dépôt d'armes depuis deux ans et les nationalistes ont investi la sphère publique, nous ne le contestons pas. Au moment où une société essaie de tourner la page et tend la main à cette jeunesse, des signaux négatifs sont envoyés de la part de l'Etat. Je parle notamment de la question des prisonniers politiques. Nous avons réalisé un dossier sur ce sujet et le constat est clair : il existe une "sur-punition" au niveau du droit quand on est militant corse. Une fois incarcéré, sur les questions du rapprochement et des conditions de détention, un militant insulaire n'est pas traité de la même manière selon les statistiques dont nous disposons.

Comment pouvez-vous en arriver à de telles conclusions ? Sur quelles bases ?

Un dossier est disponible sur notre site internet avec une centaine de prisonniers recensés, avec nom, numéro d'écrou, dysfonctionnements en termes de droits de l'Homme. Le droit européen est transgressé. S'il y a une convergence statistique, nous pouvons alors établir qu'il y a un traitement spécifique en Corse. Donc, il y a bien des prisonniers politiques corses, contrairement à ce qu'affirme Manuel Valls.

Comment avez-vous été sensibilisé à la situation insulaire ?

Nous pensons qu'il y a une crise de l'homme avec un écroulement planétaire, une tension que l'on retrouve dans beaucoup d'endroits du monde. Nous sommes vigilants face à tous ces foyers de crise. Dans la société française, la situation



"Il y a une surpunition des militants corses"

Frédéric Fappani-Von Lothringen. - À la tête d'une ONG internationale, Les cercles nationaux de réflexion sur la jeunesse, ce chercheur a choisi les zones de conflit comme objet de ses études. La Corse et les jeunes "prisonniers politiques" en font partie

corse nous a sensibilisés. Au moment où nous nous y intéressons, nous voyons qu'il y a eu un manque au droit. Nous avons pris contact avec des mouvements comme Amnistia. Avant de mettre les pieds en Corse, nous avons pris quelques contacts avec l'exécutif territorial et Henri Malosse notamment. La Corse est en avant-garde sur ces questions. Elle n'échappe pas à l'histoire du monde, elle est en plein dedans. Et nous voulons y intégrer la jeunesse.

Malgré tout, cette jeunesse dont vous vantez les mérites se laisse parfois tenter par les extrêmes...

Il y a des gens qui suivent le mouvement d'émergence mais qui sont eux-mêmes détruits. Il y a des jeunes tellement paumés qu'ils ont à la fois un drapeau Front national et indépendantiste dans leur chambre. Ils ont à la fois une vision jacobine centraliste qui va prôner une disparition régionale et ils revendiquent dans le même temps leur culture et leur identité. Mais cette jeunesse corse peut aussi être bien dans ses bottes et vouloir construire. Elle veut aussi investir

la sphère politique et civile, dans une certaine continuité du mouvement indépendantiste et autonomiste. Mais pas que. Il n'y a plus ce désir de violence et de destruction qu'il va falloir développer dans la culture, l'émancipation. Mais il faut faire attention parce que ces forces peuvent être aussi instrumentalisées.

Il y a eu des violences lors de manifestations en Corse avec des dégradations opérées sur les bâtiments publics par une partie de cette jeunesse. Comment l'expliquer ?

Il y a deux aspects : la crise que l'humanité traverse actuellement et la crise traversée par la jeunesse. En Corse, dans ce climat de rapport à la France, ces deux facteurs ressortent. Un jeune a un surplus d'énergie en passant de l'enfance à l'état d'adulte. Cette énergie bouillonnante qui naît en même temps qu'un mouvement politique veut prendre le pouvoir est difficile à gérer. À l'adolescence, le corps se modifie, les propos commencent à voler, les portes claquent, autant dire que dehors, les voitures brûlent. Ça ne veut pas dire que c'est accep-

table mais la jeunesse veut prendre sa place.

Je ne cautionne pas ces violences mais on n'a pas le droit pour autant de réprimer un mouvement et la jeunesse. Parmi ces jeunes, on trouve les penseurs et les créateurs de demain.

Vous focalisez sur la jeunesse nationaliste mais elle ne représente pas toute la population...

Je me suis concentré sur eux parce qu'ils sont les plus actifs. Ça s'est d'abord manifesté dans la sphère politique.

Il y a une émergence de la jeunesse corse dans d'autres domaines mais ça reste minime pour l'instant. Je reconnais que je me suis intéressé aux gens qui sont venus me parler. Mon intérêt c'est qu'en premier lieu, la jeunesse s'émancipe.

Vous vous êtes rapprochés d'Henri Malosse, est-ce que vous n'avez pas peur de politiser votre message ?

J'ai également rencontré l'exécutif nationaliste. Je n'ai qu'un seul parti, c'est la question de l'homme et de la jeunesse. Mon indépendance financière me permet de choisir avec qui m'afficher. Je n'irais pas non plus avec n'importe qui. Henri Malosse m'a simplement permis de m'exprimer.

INTERVIEW

TEXTE
ANTOINE GIANNINI

PHOTO
DOCUMENT
CORSE-MATIN

REPÈRES

8 avril 1971

Naissance à Tulle.

2011

Il crée une ONG internationale, les CNRJ.

2016

Il intervient sur la question de l'amnistie des jeunes prisonniers corses.

2015

Avec Audrey Gautier secrétaire générale de l'ONG, ils présentent la candidature de l'ONG auprès de l'ONU afin d'obtenir un statut.

Depuis avril 2017

CNRJ, possède un statut consultatif à l'Ecosoc de l'ONU et travaille, entre autres, sur la question jeunesse, les droits des peuples autochtones et les droits de femmes.

Quel est votre avis sur le dossier de la Catalogne ?

On voit bien que certains Etats centralisateurs en Europe n'ont pas fait le choix du respect d'expression culturelle locale, des langues... L'Allemagne, par exemple, est une nation fédérale avec le respect des dialectes représentés par les Länder. On dit que l'ultralibéralisme fait le succès de l'Allemagne mais je me demande dans quelle mesure le fait que les gens soient bien dans leur identité régionale ne participe pas à ce succès. En France, c'est l'inverse, il n'y a que le français qui compte et oppresse les autres langues.

Est-ce que vous pensez que les nationalistes incarnent l'avenir de l'île ?

C'est le peuple qui choisira son destin. C'est tout ce que je peux dire. Il y a une belle émergence, on peut le constater.

Quel est le réel pouvoir de votre ONG dans ces dossiers ?

Nous avons par exemple envoyé le dossier sur les prisonniers corses au ministre de la Justice. Nous pouvons mobiliser au niveau européen en faisant voter des résolutions. La France peut être condamnée pour des manquements aux droits.